DIAL 3782

GUATEMALA - Femmes des périphéries urbaines : entre la marmite et l'extorsion – l'impact des *maras*

Eliane Hauri

samedi 30 mai 2026, mis en ligne par Dial

Après les deux articles publiés dans le numéro d'avril [1], ce texte d'Eliane Hauri, publié par la revue Yemayá le 24 février 2026, propose encore un autre éclairage sur le Guatelama actuel.

Les « maras », nom sous lequel on connaît les gangs en Amérique centrale, sont une traînée de cendres laissée par les conflits armés intérieurs qu'a vécus la région et aggravée par la fragilité de ses institutions. Arelys, mère de 34 ans, le résume ainsi : « Ici, il faut toujours être sur ses gardes. » Résidente d'une commune voisine de la capitale guatémaltèque et mère de deux filles, c'est avec ces mots qu'elle décrit l'insécurité permanente imposée par les maras dans son quartier.

Quartier périphérique de la ville de Guatemala
Photo : Prensa libre

Dans les quartiers périphériques de la ville de Guatemala, la survie quotidienne pèse doublement sur les femmes soutiens de famille. C'est le cas, par exemple, de doña Laurena qui, durant 35 ans, a vendu des plats typiques sur un stand ambulant dans sa colonie (ainsi qu'on désigne les quartiers dans certains pays d'Amérique centrale). Pendant quelques années, comme tant d'autres commerçants, elle a acquitté avec ponctualité l'impôt mensuel extorqué par les *maras* pour la laisser travailler librement. Jusqu'au jour où elle n'a plus pu et où elle a préféré démonter son étal que tout le monde connaissait depuis toujours, avant qu'on sache qu'elle ne payait plus. Elle a dû déménager et réorganiser sa vie dans un nouveau quartier.

Le Guatemala, pays du nord de l'Amérique centrale peuplé de 18 millions d'habitants, constitue une mosaïque humaine et sociale complexe : il est composé majoritairement de peuples autochtones (surtout mayas) et d'une population métisse. Il se caractérise aussi par des inégalités sociales parmi les plus marquées d'Amérique latine. C'est un territoire qui possède une biodiversité immensément riche mais,

comme l'indique le rapport de l'Oxfam « Entre el Suelo y el Cielo » (2019), un pour cent des personnes les plus riches (majoritairement blanches) gagne autant que la moitié de la population du pays. Et le rapport d'ajouter : « Il affiche la plus forte croissance économique de l'Amérique centrale mais, pour des raisons structurelles, la pauvreté ne recule pas. Les imaginaires racistes et sexistes, ajoutés à un État qui a perpétué des privilèges pour une minorité, ont engendré un système concentrant richesse et pouvoir. »

Le pays a vécu, comme d'autres situés dans le dénommé « Triangle nord » centroaméricain (expression d'origine militaire que je préfère éviter habituellement), un conflit armé interne (1960-1996) qui a éclaté lorsque des guérillas gauchistes se sont prises à rêver d'équité et de plein accès à des droits, au travail, à l'éducation et à la santé. Cette guerre longue et sanglante a laissé comme blessure un génocide perpétré en 1982 contre la population maya ixil par l'armée guatémaltèque.

L'année 2013 a été marquée par un événement historique : le général Ríos Montt a été condamné pour génocide, premier jugement rendu dans le monde pour ce crime dans le pays même où ont eu lieu les faits. Cependant, la sentence a été annulée à peine dix jours après le verdict : les élites ont obtenu que la Cour constitutionnelle, alléguant des vices de procédure, déclare nulle la condamnation de l'ancien dictateur à 80 ans d'emprisonnement.

En 1996 ont été signés les accords de paix dans le contexte d'un État faible et de profondes inégalités sociales. On est vite passé à un modèle néolibéral qui n'a jamais intégré de vastes pans de la société.

Dans ce terreau alliant absence d'opportunités professionnelles et exclusions ont commencé à apparaître les bandes, appelées « *maras* », en Amérique centrale. L'enquête d'Insight Crime retrace l'historique de l'émergence des *maras* : « Résultat des guerres civiles qui dévastaient le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua, un flux massif de réfugiés s'est créé en direction du nord. Beaucoup se sont arrêtés à Los Angeles, pour s'installer principalement dans les quartiers mexicains de l'est et du centre de la ville, ainsi que dans la vallée de San Fernando. Si les bandes mexicaines régnaient dans les bas quartiers locaux, les immigrants endurcis par la guerre se sont néanmoins rapidement organisés en groupes rivaux, dont le plus puissant se baptisa les Stoners de la Mara Salvatrucha ou MSS (selon ses initiales en anglais) ».

Voici ce qu'on peut également lire dans l'enquête : « Selon une estimation, 20 000 délinquants sont retournés en Amérique centrale entre 2000 et 2004. La tendance s'est maintenue dans le temps : les services de l'immigration états-uniens ont expulsé près de 6 000 membres présumés de bandes uniquement en 2018.

Des cendres du conflit armé et de la fragilité institutionnelle que son passage a laissées sont nées ces « *maras* », venues occuper les vides que l'État n'a jamais investis. Pour comprendre sa trace dans la vie quotidienne, il suffit d'écouter Arelys, habitante d'une commune proche de la ville de Guatemala.

Arelys, 34 ans, mère de deux filles et sa vie marquée par la peur quotidienne des *maras*

« Ici, il faut toujours être sur ses gardes. » C'est ainsi qu'Arelys décrit son quotidien dans un contexte où la présence des *maras* se fait sentir sans être vue. Mère de deux filles, elle arpente chaque jour les rues pentues de son quartier pour conduire ses enfants à l'école et les ramener chez elle, car elle est terrorisée à l'idée de monter dans un tuk-tuk : « Les *mareros* circulent en tuk-tuk pour vérifier qui entre dans la colonie et qui en sort. » Il y a quelques semaines, en janvier, ils ont tué deux gamins dans le bus. Depuis, Arelys évite de s'asseoir à l'avant : « Je ne sais pas si c'était une rivalité de *maras* ou une extorsion, mais comme j'ai appris que les coups de feu ont aussi tué un voyageur qui était assis devant, maintenant j'évite de m'y mettre. »

En tant que mère, elle a encore plus peur à la sortie de l'école. « Il y a beaucoup de motos qui attendent, des jeunes avec des têtes de *mareros* ». La police, raconte-t-elle, ne se montre pas. « Quand on l'appelle, elle ne vient pas. Il n'y a que deux policiers qui restent dans la rue principale. » Et quand ils se montrent, c'est parfois pour se livrer à de l'extorsion : pendant le couvre-feu de la pandémie, ils ont embarqué un

cousin mineur et ont demandé de l'argent en échange de sa libération.

Le 18 janvier 2026, le président Bernardo Arévalo a décrété l'état de siège après l'assassinat de dix policiers, crime attribué aux *maras* Barrio 18 et Mara Salvatrucha.

Quand l'état de siège est arrivé, Arelys était contente. Elle m'explique : « Il y avait des *cuques* [soldats, en langage familier guatémaltèque] dans des petits tanks, c'était du sérieux. Je me suis sentie plus en sécurité. Il y avait des soldats et plus de policiers. Tout le monde s'est senti plus en sécurité. » Quand je lui demande si les gens de son quartier se sont organisés pour contrôler la présence de *maras* dans leur secteur, elle me raconte qu'il y avait avant des groupes de voisins vigilants qui faisaient de la surveillance de rue. Et elle ajoute : « Mais depuis qu'ils ont tué deux jeunes en 2021, les gens ne veulent plus prendre de risques pour rien. »

Et la peur a des raisons : il y a un an, ils ont tué son cousin, de 18 ans. Il était avec une femme plus âgée ; après sa mort, elle a disparu du quartier. Arelys et sa famille ont essayé d'entamer une procédure de plainte mais, alors qu'ils se rendaient au ministère public, ils ont senti qu'ils étaient suivis. Alors, devant l'inefficacité du ministère public de leur commune qui termine toujours en impunité, ils ont décidé de ne pas poursuivre les démarches.

La jeune maman ajouter aussi : « Quand on entend des coups de feu, personne ne sort, pour éviter que quelqu'un soit blessé. » Elle m'avoue que si aujourd'hui ils savaient qui a tué son cousin, ils ne feraient rien.

Pour cette raison, quand sa fille a eu un problème à l'école avec un garçon dont le père « avait l'air d'un *marero* », ils ont préféré ne pas se plaindre. « Je sais qu'il ne faut pas juger les gens à leur tenue, mais c'est mieux de ne rien dire. »

Quand Arelys a fait allusion à ces groupes de voisins vigilants, je ne crois pas qu'elle voulait suggérer que ce pouvait être la solution. Ils constituent pourtant un remède qui surgit dans beaucoup de quartiers de tout le pays, là où, un jour après l'autre, la population constate l'absence de l'État. Dans certains secteurs, ils sont même armés. Et alors, face à l'image donnée par le président progressiste Arévalo depuis qu'il a pris ses fonctions au début de 2024, une question embarrassante me vient à l'esprit : fallait-il une mesure comme l'état de siège qui restreint les droits démocratiques pour montrer au peuple que les quartiers périphériques comptent eux aussi ? Je n'avais jamais pensé, en tant que défenseure des droits humains, que je me la poserais un jour.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3782.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : Yemayá Revista, 24 février 2026.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3777 - « GUATEMALA - Prison, exil ou silence : La triple punition des femmes travaillant dans le système judiciaire » et 3778 - « GUATEMALA - Identité maya : De nombreux défis ».